La France en chute libre : Guy Millières sur la France, Macron, les Gilets jaunes, l'immigration…

écrit par poum | 16 janvier 2019

La France en chute libre

- Les responsables français savent, bien sûr, que les terroristes sont engagés dans une longue guerre et qu'il sera difficile de les empêcher de nuire; ils semblent avoir cédé. Ils sont conscients que les jeunes Musulmans français se radicalisent en nombre croissant. Leur réponse consiste à vouloir renforcer les institutions musulmanes en France.

- Au moment où le président Macron parlait, l'un de ses émissaires était au Maroc pour signer le Pacte mondial des Nations Unies pour des Migrations Sûres, Ordonnées et Régulières, qui définit l'immigration comme « bénéfique » pour les pays hôtes. Dans ce cadre, les États signataires s'engagent à « renforcer les systèmes de prestation de services accessibles aux migrants ».
- Un groupe de généraux à la retraite a publié une lettre

ouverte dans laquelle ils déclaraient que la signature du Pacte mondial était un pas supplémentaire vers « l'abandon de la souveraineté nationale », et notaient que « 80% de la population française pense que l'immigration doit être stoppée, ou réglementée de manière drastique ».
- L'auteur Éric Zemmour a décrit la révolte des « gilets jaunes » comme le résultat du « désespoir des gens qui se sentent humiliés, oubliés, dépossédés de leur pays par les décisions d'une caste méprisante ».

Strasbourg, France. Marché de Noël. 11 décembre, 20h. Un homme criant« Allahu Akbar » (« Allah est le plus grand ») tire sur les passants, puis en blesse plusieurs avec un couteau. Trois personnes sont tuées sur le coup, une douzaine d'autres sont blessées, parfois gravement. Deux d'entre elles succomberont à leurs blessures. Le meurtrier s'enfuit. Deux jours plus tard, la police l'abat.

Le meurtrier était connu des services de police. Des membres de la Direction générale de la sécurité intérieure et des gendarmes s'étaient rendu chez lui quelques heures plus tôt, il leur avait échappé. Quand bien même ils savaient que c'était un islamiste dangereux, prêt à agir et que le marché de Noël était une cible possible, aucune surveillance particulière n'a été mise en place.

Le meurtrier, Cherif Chekatt, aurait dû être dans une position où il n'aurait pas du pouvoir nuire. Il avait 29 ans, son nom figurait dans le Fichier des signalements pour la prévention et la radicalisation à caractère terroriste (FSPRT), et il avait déjà été condamné pour 27 crimes. Il était néanmoins libre, et non surveillé.

Son cas est semblable à celui de nombreux terroristes djihadistes qui ont agi en France au cours de la dernière décennie. Mohamed Merah, l'assassin d'enfants juifs à Toulouse en 2012; Cherif et Said Kouachi, les assassins de plusieurs

membres du magazine satirique Charlie Hebdo en 2015, et Amedy Coulibaly, l'assassin de clients et employés d'un supermarché casher quelques jours plus tard.

Les gouvernements qui se sont succédé n'ont quasiment rien fait pour remédier à la situation. Ils se sont limités à prononcer des discours et a déployer des soldats dans les rues. « Les jeunes Français doivent s'habituer à vivre durablement avec la menace d' attentats », a déclaré en 2015 le Premier ministre Manuel Valls. Deux ans plus tard, juste avant le premier tour de l'élection présidentielle, Emmanuel Macron, encore candidat, a utilisé quasiment les mêmes mots. Le terrorisme, a-t-il dit, est un « impondérable » et constitue une « menace qui fera partie de la vie quotidienne des Français dans les années à venir ».

Les lois françaises sont extrêmement laxistes. Même les tueurs en série et les terroristes ne sont pas condamnés à de lourdes peines. La plupart des prisonssont devenues des lieux de recrutement djihadiste. Plus de 600 zones de non droit sont sous le contrôle d'imams et de gangs musulmans. Les islamistes « prêts à agir » se comptent par milliers. La police n'a tout pas les moyens matériels et humains pour remplir pleinement sa mission.

Les dirigeants politiques qui ont proposé des lois plus strictes contre le terrorisme, ou qui ont déclaré que des mesures exceptionnelles étaient nécessaires pour contrer une menace croissante – par exemple, un recours plus large aux bracelets électroniques -, appartiennent à de partis de droite. Les principaux médias les ont immédiatement qualifié d' »extrémistes« , et leurs propositions ont été rejetées.

Macron et son gouvernement continuent une triste tradition de soumission au politiquement correct. Il semble clair qu'ils préfèrent apaiser les extrémistes plutôt que les affronter.

Ils sont sans aucun doute conscients que de nouvelles émeutes

de grande ampleur pourraient avoir lieu. En 2016, Patrick Calvar, chef de la Direction générale de la sécurité intérieure française, a évoqué le risque élevé d' »affrontements entre communautés », voire de guerre civile.

Ils savent que les terroristes sont engagés dans une longue guerre et qu'il sera difficile de les empêcher de nuire; ils semblent avoir cédé. Ils sont conscients que les jeunes Musulmans français se radicalisent en nombre croissant. Leur réponse consiste à vouloir renforcer les institutions musulmanes en France.

Bien qu'ils n'ignorent pas que l'immigration musulmane en France se poursuitet que la présence de centaines de milliers de migrants musulmans illégaux crée des problèmes de sécurité graves, ils ne font rien pour inverser la tendance. Le nombre d'expulsions est en augmentation, mais reste assez faible: un peu plus de 26.000 personnes ont été expulsées en 2017. Plus de 150 000 immigrants illégaux vivent en Seine-Saint-Denis, dans la banlieue de Paris. Depuis qu'il est Président, Macron a répété plusieurs fois que ceux qui l'incitaient à expulser les immigrants illégaux étaient « xénophobes« .

En réalité, Macron et son gouvernement persistent à encourager l'immigration: tous les immigrants illégaux en France peuvent recevoir une aide financière s'ils le demandent, et bénéficient de soins de santé gratuits; et ils ne risquent guère d'être déportés.

Chaque année, plus de 200 000 titres de séjour sont délivrés (262 000 en 2017), et des immigrants clandestins font partie du lot. Nombre des bénéficiaires n'ont aucune compétence cleur permettant de trouver un emploi, certains perçoivent pendant des décennies, une fois régularisés, le revenu minimum versé aux personnes sans ressources.

L'aide aux immigrants, qu'ils soient légaux ou non, accroit le coût d'un système de protection sociale d'ores et déja très

coûteux. La France est aujourd'hui le pays le plus lourdement imposé du monde développé: les prélèvements obligatoires représentent plus de 45% du PIB. Le chômage est élevé et se situe à 9,1%. Les salaires sont en général bas, et stagnants. Un professeur des écoles débutant gagne 1 794 euros par mois (2 052 dollars). Un officier de police au bout d'un an d'ancienneté gagne moins encore: 1 666 euros par mois (1 906 dollars).

Lors de son élection à la présidence, Macron avait promis de stimuler la croissance et d'améliorer le pouvoir d'achat. Pour encourager les grandes entreprises multinationales à investir en France, il a réduit leurs impôts et supprimé un impôt sur la fortune. Ne souhaitant pas augmenter le déficitbudgétaire français (2,6% en 2017), il a, en parallèle, créé de nouvelles taxes et augmenté quelques-unes des taxes payées par l'ensemble de la population, dont les taxes sur les carburants.

C'est dans ce contexte qu'est apparu le mouvement des « gilets jaunes », en effervescence dans toute la France depuis huit semaines, et qui dure jusqu'à ce jour.

Les nouvelles taxes et l'augmentation des taxes existantes ont plongé de nombreuses personnes dans une situation financière difficile. Nombre d'entre elles ont pensé que la baisse des impôts sur les grandes entreprises et la suppression d'un impôt sur la fortune, étaient en ce contexte scandaleusement injustes. Nombre d'entre elles constatent aussi que l'insécurité s'accroit, que l'immigration explose et que le gouvernement n'assure pas vraiment ses fonctions essentielles.

Les remarques de Macron, telles que la comparaison entre « ceux qui réussissent et ceux qui ne sont rien » – ou son affirmation selon laquelle « la vie d'un entrepreneur est beaucoup plus dure que celle d'un employé » – lui ont donné l'image d'un arriviste arrogant qui méprise les pauvres et ne sait rien des problèmes auxquels ils sont confrontés.

Certaines de ses autres phrases, telles celle disant qu' »il n'y a pas de culture française » ou celle suggérant que les Français sont des Gaulois « réfractaires au changement » – ont amené beaucoup de gens à penser qu'il n'avait pas de respect pour la France et pour les Français.

La prolifération de radars de contrôle de vitesse sur les routes et l'abaissement de la limite de vitesse à 80 km/h sur de nombreuses routes, et l' augmentation notable du nombre de contraventions pour excès de vitesse qui a suivi, n'ont pas contribué aà renforcer sa popularité.

Une augmentation supplémentaire des taxes sur les carburants a déclenché la révolte.

La première manifestation des « gilets jaunes » a eu lieu le 17 novembre, et a spontanément rassemblé des centaines de milliers de personnes dans tout le pays. Elle a bénéficié du soutien de plus de 80% de la population.

Plutôt que réagir rapidement et dire qu'il comprenait les difficultés de millions de Français, Macron a attendu 10 jours et une deuxième manifestation, plus importante que la première, pour répondre. Et il a prononcé un discours portant sur l'environnement dans lequel il soulignait que des taxes sur les carburants étaient nécessaires pour lutter contre le « changement climatique ».

Ses propos ont semblé totalement déconnectés de la réalité et de la détresse économique ressentie par la population.

Quatre jours plus tard, le 1er décembre, une troisième manifestation a attiré encore plus de monde que la deuxième. Les manifestants en colère ont agité des drapeaux français et ont chanté l'hymne national. Les manifestants qui ont pu s'exprimer à la télévision ont déclaré que Macron s'était moqué d'eux et lui ont rappelé ses promesses initiales. Les manifestants globalement ont exigé sa démission, de nouvelles élections et un retour à la souveraineté au peuple.

Des gangs de banlieue ont pillé des magasins et détruit des biens. La police a été particulièrement brutale envers les manifestants, mais n'a pas empêché le pillage et la destruction.

Macron est resté silencieux.

Le 8 décembre, jour de la quatrième manifestation, Paris a semblé en état de siège. Des véhicules blindés ont été déployés le long des principales avenues. Des milliers de policiers ont fermé l'accès au quartier du palais de l'Élysée. Un hélicoptère etait posé dans la cour du palais, pour le cas où Macron devrait être évacué. Le pillage et la destruction ont recommencé.

Macron a décidé de parler à nouveau le 10 décembre. Il a annoncé une légère augmentation du salaire minimum et la suppression de certaines taxes. Il a promis d'ouvrir un « débat national » et a annoncé la nécessité de parler de l'immigration. Au moment où il parlait, l'un de ses émissaires était au Maroc au nom de la France pour signer le Pacte mondial des Nations Unies pour des Migrations Sûres, Ordonnées et Régulières, qui définit l'immigration comme « bénéfique » pour les pays hôtes. Dans ce cadre, les États signataires s'engagent à « renforcer les systèmes de prestation de services accessibles aux migrants ». Le lendemain, l'attentat terroriste au marché de Noël de Strasbourg a été commis.

La colère populaire n'est pas retombée. Les « gilets jaunes » qui ont parlé à la télévision au cours des jours suivants ont déclaré que Macron n'avait manifestement pas pris la mesure de la situation. Certains ont déclaré que vouloir parler d'immigration et signer en même temps le Pacte mondial – sans prendre en compte l'opinion de la population – montrait que Macron était un menteur.

Un groupe de généraux à la retraite a publié une lettre ouverte dans laquelle ils déclaraient que la signature du

Pacte mondial était un pas supplémentaire vers « l'abandon de la souveraineté nationale », et notaient que « 80% de la population française pense que l'immigration doit être stoppée, ou réglementée de manière drastique ».

« En décidant seul de signer ce pacte », continuait la lettre, vous vous rendez « coupable d'un déni de démocratie, voire de trahison à l'égard de la nation ».

La Ministre de la Défense, Florence Parly, a déclaré que la lettre était « inadmissible et indigne », mais n'a pas contesté les arguments qu'elle énonçait.

Macron n'a rien dit.

Le 22 décembre, lors de la cinquième manifestation, les « gilets jaunes » étaient moins nombreux mais leur colère semblait plus vive encore. Les appels à la démission de Macron étaient omniprésents. Une marionnette représentant Macron a été symboliquement décapitée sur un simulacre de guillotine. Une sculpture représentant une main jaune d'apparence proche du logo de SOS Racisme, une ds principales organisations luttant contre le « racisme » et « l'islamophobie » en France, a été brûlée.

Des antisémites ont saisi l'opportunité pour se livrer à leurs provocationshabituelles, mais ils ont été marginaux. Benjamin Griveaux, le porte-parole du gouvernement, n'en a pas moins utilisé leurs propos pour attaquer les « gilets jaunes » dans leur ensemble. Il a publié un tweet disant que les « gilets jaunes » avaient un « visage, lâche, raciste, antisémite, putschiste ». Il avait dit un peu plus tôt que quoi qu'il arrive, Macron ne « changerait pas de cap ».

Macron semble espérer que la fatigue conduira les « gilets jaunes » à baisser les bras, mais rien ne semble montrer que cela se produira. Les « gilets jaunes » semblent bien décidés à continuer et à le faire tomber. Ceux qu'on peut entendre dans des reportages disent qu'ils sont déterminés à se battre

« jusqu'au bout ». Les dégats économiques sont considérables. Les premières estimations s'élèvent, pour l'heure, à des centaines de millions d'euros.

Ivan Rioufol, éditorialiste au Figaro, a récemment écrit que « la macronie aurait tort de se croire tirée d'affaire, au prétexte que le mouvement des « gilets jaunes » marque le pas et qu'il respectera probablement la trêve des confiseurs ».

L'essayiste Éric Zemmour a décrit la révolte des « gilets jaunes » comme le résultat du « désespoir des gens qui se sentent humiliés, oubliés, dépossédés de leur pays par les décisions d'une caste méprisante ». Il a conclu qu'il pensait que Macron avait perdu toute légitimité et que sa présidence était morte.

Le commentateur Jean-Michel Aphatie, a déclaré, lui, que la présidence et le gouvernement » ne tenaient qu'à un fil », et que la lettre publiée par les généraux était un signe fort montrant que les institutions françaises sont profondément ébranlées. « Si la police faiblit », at-il souligné, « la France pourrait rapidement sombrer dans le chaos ».

Le 20 décembre, deux jours avant la cinquième manifestation des « gilets jaunes », des policiers avaient organisé une manifestation devant le palais de l'Élysée. Le vice-président d'une organisation de membres de la police a déclaré que de nombre de membres de son organisation étaient épuisés, avaient de la sympathie pour la révolte et étaient prêts à la rejoindre.

Le lendemain, le gouvernement a augmenté les salaires des policiers et a promis de leur payer des millions d'heures supplémentaires, impayées depuis des mois.

« Les autorités ont vraiment peur que la police leur fasse défaut », a commentéJean-Michel Aphatie. « C'est difficile à imaginer. C'est là où nous sommes en France, aujourd'hui ».

La popularité de Macron est en chute libre; il est tombé voici peu à 18%. Aucun Président français n'a vu sa popularité tomber si bas, si rapidement. Flore Santisteban, professeur à l'Institut d'études politiques de Paris, a cité des enquêtes montrant que Macron cristallise désormais « une haine intense et peut-être plus que de la haine: de la rage ».

De nombreux commentateurs s'interrogent pour savoir comment Macron fera pour gouverner encore dans les semaines à venir et se demandent s'il ne sera pas contraint de démissionner, et d'appeler à des élections présidentielles anticipées.

Plusieurs analystes ont dit que cette fois-ci, Marine Le Pen, présidente du Rassemblement national, pourrait être élue présidente. Les thèmes de la campagne présidentielle de celle-ci en 2017 étaient proches des revendications des « gilets jaunes ».

Macron se tait. Il ne se montre pas. Ses seules déclarations publiques récentes ont été faites dans des pays étrangers: la Belgique et le Tchad. Sa dernière apparition publique en France a eu lieu le 4 décembre, dans le Massif Central, tard dans la soirée. Il était allé constater les dégâts causés à un bâtiment officiel par un incendie volontaire. Bien que sa visite n'ait pas été annoncée, des dizaines de « gilets jaunes » l'ont apprise, sont venus, l'ont insulté et il est rapidement parti.

Les sondages montrent que le Rassemblement national de Marine Le Pen pourrait remporter les élections au Parlement européen de mai 2019 avec 24% à 25% des voix. Un parti nationaliste de droite, Debout la France! , dirigé par le député Nicolas Dupont-Aignan et allié du Rassemblement National, pourrait obtenir 8%. Le total représenterait 32% à 33% des voix. La République en Marche! le parti créé par Macron il y a deux ans, n'obtiendrait que 18% des suffrages.

L'élection au Parlement européen n'a pas d'impact direct sur

la vie politique française. Un tel résultat constituerait néanmoins un désaveu cinglant pour Macron – s'il parvient à se maintenir au pouvoir jusqu'à ce moment.

Il y a quelques mois, Macron s'était présenté comme le champion d'une Europe ouverte, « progressiste » et multiculturelle et avait décrit les défenseurs de la souveraineté nationale et tous ceux qui sont hostiles à l'immigration et au multiculturalisme, comme des « lépreux » et des partisans du « nationalismebelliqueux » et du « rejet de l'autre « . Il prétendait pouvoir aisément les vaincre.

En juillet 2017, il avait laissé entendre qu'il gouvernerait comme le dieu romain Jupiter. Il n'a pas fallu longtemps pour qu'il tombe de son piédestal.

Le soir du 31 décembre, Macron a présenté aux Français ses voeux pour l'année 2019. Il ne s'est pas excusé pour quoi que ce soit. Il a ignoré les griefs des « gilets jaunes » et de ceux qui les soutiennent. Il a simplement évoqué une « colère qui vient de loin » et dit que « l'ordre sera assuré sans complaisance ». Il a décrit en termes positifs tout ce qu'il a fait depuis son accession à la présidence. Il a ajoutéqu'il « avancerait » dans la même direction sans rien changer et continuerait à « suivre la ligne » qu'il a tracée depuis le premier jour » de son mandat. Il a décrit ses opposants politiques comme des « extrémistes », des « démagogues » et des « porte-voix d'une foule haineuse ». Il a répété que la « lutte contre le réchauffement climatique » était une priorité absolue.

Un grand nombre des « gilets jaunes », interviewés à la télévision se sont montrés irrités; certains ont dit qu'ils n'avaient pas même voulu écouter le discours. Les opposants politiques de Macron l'ont critiqué sévèrement. Nicolas Dupont-Aignan a écrit dans un communiqué:

« Ce soir, les Français ont eu la confirmation qu'Emmanuel

> *Macron n'avait rien compris , rien appris des événements de 2018. Alors que sa politique réunit plus de 75% des Français contre lui, il est apparu complètement exalté, inquiétant et décidé à poursuivre au mépris de la démocratie. »*

Laurence Saillet, du parti de droite modérée, Les républicains, a déclaré:

> *« J'ai l'impression que pendant que les » gilets jaunes « protestaient, il était sur une autre planète … Il n'a pas pris la mesure de la colère du pays. Il ne fait pas de mea culpa, il a même évalué positivement ses actions, alors qu'elles sont ce qui est rejeté par le français. »*

Marine Le Pen a tweeté: « Ce Président est un imposteur. Et un pyromane. »

Le 3 janvier, Eric Drouet, l'une des principales figures du mouvement des « gilets jaunes », a été arrêté par une dizaine de policiers alors qu'il se rendait place de la Concorde, dans le centre de Paris, pour allumer des bougies aux fins de rendre hommage aux « gilets jaunes » blessés ou tués depuis le début des manifestations. Il marchait paisiblement sur le trottoir avec 15 à 20 de ses amis. Aucun d'entre eux ne criait et ne portait de banderole ou de gilet jaune. Drouet a été mis en examen pour avoir organisé une « manifestation illégale ». Les opposants politiques de Macron ont déclaré que Macron mettait de l'huile sur le feu.

Le 4 janvier, après la première réunion de son cabinet pour l'année 2019, Macron a demandé au porte-parole du gouvernement, Benjamin Griveaux, de dire que « ceux qui continuent à protester … sont des agitateurs qui veulent renverser le gouvernement », et que le Président veut « aller plus loin, plus fort, plus radicalement « .

Samedi 5 janvier, des dizaines de milliers de « gilets

jaunes » ont à nouveau manifesté, et réclamé la démission de Macron. Certains ont enfoncé les portes du ministère de Griveaux, qui a pris la fuite. Le soir, les rues de Paris et d'autres villes ressemblaient à nouveau à des champs de bataille.

https://fr.gatestoneinstitute.org/13547/france-chute-libre